

## Le sommet européen à 27 de Bratislava peut-il relancer l'UE ?

CONTRIBUTION EXTERNE Publié le mardi 13 septembre 2016 à 17h39 - Mis à jour le mardi 13 septembre 2016 à 17h39



OPINIONS **Une opinion de Jean Marsia, Président de la Société européenne de défense AISBL (S€D) et Membre du Comité de soutien de Stand up for Europe (<http://www.standupforeurope.eu/>).**

Le premier « sommet informel à 27 », axé sur la suite à donner au Brexit, est fixé au 16 septembre prochain, à Bratislava. Pour le préparer, le duo Merkel-Hollande multiplie les rencontres bi- ou multilatérales, sans négliger les rituels symboliques, comme le passage, ce lundi 23 août à Ventotene, sur la tombe d'Altiero Spinelli qui, comme d'autres résistants au fascisme et au nazisme, voulait dépasser les États nations et construire l'Europe. Mais nous le savons depuis quatre ans : ce duo est lent à la décision et n'a pas d'autre vision qu'un vague centrisme et le maintien de leur pouvoir, sur leur État et sur l'Union européenne (UE). Mais aujourd'hui, Merkel est affaiblie par sa non-gestion de l'immigration massive en 2015 : lors de l'élection régionale en Mecklembourg-Poméranie occidentale du 4 septembre, son parti a été dépassé par *Alternativ für Deutschland*. Quant à Hollande, sa courbe de popularité se passe de commentaire.

C'est donc privés de leadership que les Européens assistent à la montée de l'insécurité sur divers fronts.

Lors de la conférence pour la sécurité de Munich en 2007, Poutine a déclaré vouloir s'opposer à l'implantation du « modèle » occidental en Russie. Et il le fait, par sa propagande, par des manœuvres de troupes à nos frontières terrestres, par des incursions de navires et d'aéronefs en Baltique, en mer du Nord et en mer Noire, ainsi que dans la Manche. À l'est, il multiplie les « conflits gelés », occupe la Crimée, puis mène une guerre hybride dans le Donbass. Plus de 30.000 « volontaires » russes y ont déjà combattu, 10.000 d'entre eux ont été décorés par Poutine. En violation des accords de Minsk, les tirs à l'arme lourde se sont multipliés cet été. Seule, la pression américaine, économique, diplomatique et surtout militaire, modère l'autocrate russe, car l'UE ne réagit que mollement : cette menace est moins perçue en Europe de l'Ouest qu'à l'Est.

Selon Eurostat, ce qui préoccupe entre 50 et 60% des Européens, ce sont les migrants et les réfugiés. Le sous-développement et l'insécurité suscitent des flux migratoires incontrôlables par les États qui, comme la Grèce, la Bulgarie et l'Italie, ont des frontières extérieures à l'UE : celles-ci ne sont pas sécurisées, faute de gardes de l'UE. Ces passoires font que l'ouverture de nos frontières intérieures est contestée.

Les terroristes islamistes inquiètent 39% d'entre nous. Rob Wainwright, le patron d'Europol, estimait le 6 septembre dernier que 3 à 5.000 agents entraînés par Daesh sont déjà présents dans les pays européens. Pour les contrer, nous sommes amenés à coordonner avec les Russes nos efforts en Syrie, malgré nos différends à l'Est de l'Europe. Nous soutenons les Kurdes, les plus efficaces dans la lutte contre Daech. Mais la question kurde, l'évolution politique interne turque et l'occupation partielle de Chypre éloignent de nous la Turquie.

Plus nombreuses que les forces armées américaines, celles d'Europe ne produisent que 5 à 6% des capacités militaires américaines, bien que les budgets européens de défense cumulés égalent 33% du budget du Pentagone. Cela démotive les Américains d'assurer notre défense, en particulier le candidat isolationniste aux élections présidentielles.

Manifestement attaquée par le terrorisme islamiste, l'Europe devrait, comme l'a fait le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, admettre qu'elle est en guerre « dès lors qu'[elle] n'est plus en mesure de tenir la guerre à distance » et assurer sa sécurité. Mais Bratislava ne produira qu'un pâle catalogue d'intentions, déjà esquissé lors de la réunion du triangle de Weimar, ce 28 août : *exploiter pleinement les possibilités offertes par les traités depuis 2009 dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune ; élargir le Triangle de Weimar au groupe de Visegrád (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie) ; mettre en œuvre la stratégie européenne de 2016 ; tenir une réunion annuelle du Conseil européen sous forme de Conseil de sécurité européen ; développer une capacité européenne civile et militaire de planification et de conduite d'opérations.*

Or, cette capacité, l'Élysée a montré fin 2013 qu'il n'en veut pas. Hollande n'a pas donné suite au projet d'embryon de service de renseignement européen proposé par M. Barbier, directeur technique de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Celui-ci estimait que les menaces imposent de tripler la cyber-armée française, soit 3.000 agents, et que la seule solution, c'est fusionner la DGSE et le Service fédéral allemand de renseignement, le BND.

Hollande n'est pas le seul politique déconnecté des faits : dès 2013, la DGSE lui a communiqué en vain que des Français en Syrie parlaient de revenir faire le djihad ici. Le succès électoral des populistes en découle, mais ceux-ci sont aussi peu doués pour la gouvernance que pour les relations internationales, la défense et la sécurité. Ils ne conçoivent cette dernière que comme un moyen de se maintenir au pouvoir.

Devant cette carence, chacun à notre façon et selon nos moyens, promouvons les valeurs européennes, assurons la protection de nos intérêts et garantissons l'avenir des

Européens, par la création de véritables États-Unis d'Europe. Il ne s'agit pas de sortir des archives les textes obsolètes des années 1950, mais bien de relancer l'unification politique de l'Europe, condition nécessaire de notre défense et de notre sécurité.

Ce processus prendra du temps, comme ce fut le cas en Amérique. Rappelons-nous : le 4 juillet 1776, la Déclaration d'indépendance des États-Unis est proclamée ; treize colonies se déclarent États-Unis d'Amérique ; le 15 mars 1777, ils se dotent d'une constitution confédérale ; ils ne peuvent plus conclure de traités, ni entre eux, ni avec des États étrangers, sans le consentement du Congrès. Le processus de ratification est lent : la confédération ne prend effet que le 1er mars 1781. La victoire décisive de Yorktown, le 19 octobre suivant, fait qu'en 1783, les États-Unis sont officiellement reconnus dans les relations internationales. Une nouvelle convention se réunit le 25 mai 1787, sous la présidence de George Washington, et adopte, le 17 septembre, une Constitution fédérale. Ratifiée par 11 États sur 13, elle entre en vigueur le 4 mars 1789.

Nous savons que faire : un État fédéral européen. Il n'y a plus qu'à le faire.

J'aime 160 261

Suivre @lalibrebe

 Suivre 1 753

**Suivez l'actualité où que vous soyez avec nos applications mobiles**



<http://www.lalibre.be/page/mobile>